

Abus de fonds

Comment ce gaspillage se produit-il? La Chambre des communes autorise le gouvernement à dépenser des millions de dollars pour subventionner les projets de groupes ou de particuliers afin de créer des emplois. Je ne dis pas qu'il y a toujours des abus, mais, quand il y en a, un particulier ou un fonctionnaire offusqué pourraient prévenir le bureau du Vérificateur général, grâce à cette ligne téléphonique, et faire ainsi économiser beaucoup d'argent aux contribuables canadiens.

Aux États-Unis, on a demandé un bilan du programme au bout de cinq ans. Ce programme n'a pas fait l'objet d'une publicité officielle, mais les médias en ont beaucoup parlé. En cinq ans, la ligne spéciale a été utilisée 53,000 fois, et 10,600 plaintes ont été soumises au contrôleur général. Sur ce nombre, environ 1,100 étaient suffisamment fondées pour qu'on puisse récupérer les fonds gaspillés à la suite d'une enquête. En fait, on a découvert des cas où 20 à 30 millions de dollars avaient été mal utilisés. Le gouvernement pense pouvoir économiser en plus 24 millions en mettant un terme à des pratiques inacceptables.

Je cite cet exemple parce qu'il est fort possible qu'on puisse réaliser au Canada des économies du même ordre, toutes proportions gardées. Nous entendons tous citer des exemples de gaspillage des deniers publics. Je suis sûr que tous les députés ont été approchés par des citoyens qui ont fait devant eux certaines allégations. A cause de tout le travail que nous devons accomplir en tant que députés, nous ne sommes pas en mesure d'enquêter nous-mêmes et nous devons nous contenter de prévenir le ministère concerné. C'est pourquoi je demande que l'on instaure ce genre de programme au Canada.

Je pense qu'un petit service du bureau du vérificateur général pourrait établir cette ligne ouverte d'un bout à l'autre du pays pour entendre les contribuables qui, normalement, ne savent pas à qui se plaindre ainsi que les fonctionnaires qui ont peur de dire quoi que ce soit sous peine de perdre leur emploi. Compte tenu de l'expérience américaine qui a permis d'économiser beaucoup d'argent au trésor public, il pourrait valoir la peine d'instaurer chez nous ce genre de programme.

Cette ligne ouverte inciterait les contribuables à s'intéresser bien davantage à la façon dont leur argent est dépensé. Pour le moment, les contribuables pensent n'avoir aucune possibilité de se faire entendre ou de changer le cours des choses. Ils constatent simplement que le puissant gouvernement dilapide leur argent. Même s'ils foncent les sourcils, ils ne s'intéressent pas vraiment à la chose car ils se sentent impuissants. Cette ligne leur fournirait la possibilité de faire quelque chose pour remédier à la situation. D'autre part, cela ferait clairement comprendre aux fonctionnaires qu'ils ont la responsabilité de veiller jalousement sur l'argent du contribuable. Je pense donc qu'au bout de quelques années nous verrions la Fonction publique dépenser les deniers publics avec beaucoup plus de sagesse. Nous verrions également les contribuables s'intéresser de beaucoup plus près à la façon dont le gouvernement dépense leur argent.

Je sais que d'autres députés voudront donner leur avis et je terminerai donc en vous donnant une petite idée du genre d'appels qui ont été reçus sur cette ligne ouverte aux États-Unis. Voyons si cela ne nous rappelle rien. Un correspondant a signalé que des locaux loués par l'Administration des services généraux dans un édifice à bureaux de New York était vacant depuis plusieurs mois. Cela me rappelle certaines accusations

qui ont été portées par des députés de ce côté-ci lorsque nous siégeons dans l'opposition et même par des députés de l'opposition actuelle. Dans toutes les régions du pays, il y a des locaux loués par des organismes gouvernementaux et des ministères qui sont vacants depuis plusieurs mois ou plusieurs années. Pourtant, nous ne savons pas, nous, comment on enquête sur ce genre d'information. Autre exemple, un informateur anonyme a déclaré que deux professeurs d'université du Wisconsin avaient extorqué de l'argent à des stagiaires d'un programme fédéral et s'étaient servis de ces fonds fédéraux à des fins personnelles. Je sais que nous utilisons dans notre pays des fonds fédéraux pour des programmes de formation. Il y a donc potentiellement un risque d'abus du même genre que dans cet exemple.

● (1720)

Une personne anonyme a signalé au téléphone qu'un employé du ministère de l'Intérieur de l'État de Virginie se servait d'un compte du gouvernement auprès d'un concessionnaire d'automobiles local pour détourner de l'argent. Ce genre de chose ne serait jamais découverte si des contribuables témoins d'un abus de confiance ou de dépense de l'argent du fisc ne pouvaient signaler de tels abus par téléphone. Un autre informateur a envoyé la photo d'un ancien combattant, entièrement pensionné pour invalidité, qui exploitait un bateau de pêche commercial au Texas. Cet informateur, un contribuable, n'était pas d'accord pour que cet ancien combattant escroque le système. Un informateur a signalé qu'un général de brigade commandant une base de l'armée avait pris une participation dans un hôtel situé à proximité, après avoir appris du ministère de la Défense que l'on prévoyait d'augmenter le contingent et qu'il risquait d'y avoir une pénurie de logements à la base.

Je suis certain que les autres députés pourraient aussi nous donner des exemples d'abus des fonds du gouvernement. Le système envisagé permettrait aux contribuables de participer plus activement à la correction de ces abus. Les fonctionnaires et les employés des sociétés de la Couronne seraient beaucoup plus sensibilisés à la notion que ces gens-là dépensent, en fait, l'argent des contribuables et qu'ils en sont comptables. J'espère que les députés accueilleront favorablement cette proposition. Elle pourrait avoir des conséquences payantes et permettre des économies considérables dans le pays tout entier.

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, je souhaiterais remercier le député de me donner cette occasion en or de dénoncer le gaspillage du gouvernement. On ne saurait trouver meilleure occasion, en dehors de la période des questions, pour soulever de telles questions. Je suis enchanté qu'on nous propose aujourd'hui cette motion. Il faudra que j'en propose une moi-même pour aborder tous les cas de gaspillage dont le gouvernement se rend fautif dans le pays.

L'un des premiers cas de gaspillage imputable au gouvernement que je voudrais aborder est le fait que la Chambre ait perdu huit minutes à attendre le député. Les députés sont payés en gros \$30 de l'heure. Vous nous avez dit dans le passé, monsieur le Président, que tous les députés étaient toujours présents à la Chambre. Nous devons donc considérer que tous les autres députés étaient là. Par conséquent, en multipliant \$4 par 281 députés, nous constatons que les huit minutes que nous